

**Un an après le comité interministériel des villes, le monde d'après reste à construire
dans les quartiers populaires**
Communiqué de presse du 27 janvier 2022

Il y a tout juste un an, se tenait à Grigny dans l'Essonne le comité interministériel des villes avec à la clé un plan de 3 milliards d'euros. Le chef du gouvernement, accompagné de plusieurs ministres, annonçait toute une série de mesures pour la rénovation urbaine, le soutien aux activités sportives, le renfort de la sécurité ou encore l'extension des cités éducatives et des quartiers de reconquête républicaine.... L'heure était à la mobilisation pour les quartiers et banlieues populaires ou, plus précisément, à un rattrapage pour nos territoires qui accumulaient depuis plusieurs années un retard dans les moyens de droit commun et qui sont restés longtemps dans l'angle mort de ce quinquennat.

Dès 2017, c'est à Grigny même que nous avons, avec des responsables associatifs et des habitants de nos quartiers, lancé un appel suite à une annonce de baisse de crédits de la politique de la ville. Le "rapport Borloo" présenté en 2018, qui proposait un nouveau cadre de travail en accordant une place à la co-construction, a été écarté par le gouvernement qui a préféré une mise en œuvre partielle. Trois ans après, en novembre 2020, nouvel appel au secours lancé par plus de 200 maires, représentants d'agglomérations, élus départementaux et régionaux qui demandaient dans une lettre au président de la République, à ne pas être oubliés par le plan de relance.

Le conseil interministériel des villes, réuni le 29 janvier 2021, apportait des réponses aux demandes des élus et des habitants de nos quartiers. Un an après, beaucoup reste encore à faire. Plusieurs mesures restent encore en chantier comme, par exemple, les bataillons de la prévention qui tardent à se mettre en œuvre dans tous les territoires concernés et qui, là où ils sont lancés, suscitent une inquiétude quant à la pérennisation de leur prise en charge financière. Un an après, la crise sanitaire et l'envolée des prix constituent un nouveau risque de précarisation et de fragilisation de nos habitants.

Notre inquiétude est d'autant plus forte qu'à la veille de l'élection présidentielle, les sujets d'inégalités, de pauvreté, de mal logement, restent largement invisibles et effacés des thématiques de campagne par l'omniprésence de la question identitaire et une surenchère de certains candidats dans la stigmatisation des quartiers populaires. Nous, élus et habitants de ces quartiers, nous sommes la Nation, une Nation, belle, multiple et fraternelle. Nous portons l'ambition d'une réconciliation nationale, d'un nouveau contrat social républicain doté des moyens renforcés du droit commun et partagés de la solidarité nationale afin de pouvoir garantir à toutes et à tous liberté, égalité et fraternité.

Contact Presse : Frédéric Rey > 06 20 58 48 79